

# Supporterres

Le magazine de SOS Faim rédigé par ses volontaires



Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles

Trimestriel N°21  
Septembre 2022

N°d'agrément  
P601176

## Quelle modernité pour l'agriculture durable ?





# Modernité et adaptation

Pour ce numéro du Supporterres nous partons de deux idées préconçues. La première est que l'agriculture paysanne est un modèle archaïque, resté coincé dans le passé. La seconde est que la « modernisation de l'agriculture » est nécessairement associée à la haute technologie et à la chimie. Ces deux idées nous plongent dans un faux débat : faut-il moderniser l'agriculture ou résister à la modernité ? ». Peut-être s'agit-il simplement de revisiter le terme de modernité. En effet, dans son sens premier, associé au progrès, la modernité ne comporte rien de péjoratif. Puis, comme le dit l'expression, le progrès, ça ne s'arrête pas. Les sociétés inventent constamment, améliorent, imaginent. Cependant, dans le secteur de l'agriculture, deux questions fondamentales doivent être posées : dans quelle direction voulons-nous que cette modernité nous mène ? Et qui décide de la direction à prendre ? Actuellement, et depuis les années 60, les grands décideurs du chemin que prend la modernisation sont les banques, les entreprises qui fournissent les semences et les intrants et celles qui achètent en grande quantité les produits. On parle de

« spéculations ». Et cela se fait, bien souvent, au détriment des agriculteur.rice.s.

Et pourtant, si l'hyper méca/motorisation de l'agriculture et les biotechnologies ont rendu le travail moins pénible dans certains contextes, on ne peut pas affirmer que cela ait bénéficié à tous. De fait, les problèmes de pauvreté et d'inaccessibilité des denrées alimentaires persistent dans de nombreuses régions du monde et les problèmes comme la dégradation des sols et de la biodiversité se sont amplifiés.

Toutefois, dans ce numéro, nous découvrirons que la modernité peut se redéfinir au-delà des avancées « high-tech » industrialisées. Selon l'agronome Marc Dufumier, « une modernité synonyme de progrès ne serait peut-être pas là où l'on aurait pensé la trouver ». En effet, la modernité, ça peut aussi être la manière de réactualiser des savoirs ancestraux en les croisant avec de nouvelles connaissances pour répondre aux enjeux actuels. Il ne s'agit pas forcément de remplacer, ou d'oublier des savoir-faire. Pourquoi ne pas tout garder et voir ce qui fonctionne, ce qui est le plus adapté ?

Par ailleurs, la modernité ne réside pas que dans les pratiques techniques et les outils. Elle peut aussi s'incarner dans de nouvelles manières de travailler, en collectif, ou encore de manière plus inclusive. Les mœurs changent et se moderniser c'est aussi s'adapter. Nous découvrirons quelques sources d'inspirations dans ce numéro, à travers des exemples de banques de semences en Ethiopie ou de reconnaissance plus juste du travail des agricultrices en République Démocratique du Congo.

**Adèle Funes**  
Rédactrice en chef de  
Supporterres a.i. (ad interim)



Vous découvrez  
Supporterres et  
souhaitez le recevoir  
gratuitement ?  
Écrivez-moi à :  
ghi@sosfaim.org

**SOS Faim asbl**  
Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles  
T 02 548 06 70  
[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)

CCP : BE83 0000 0000 1515  
BIC : BPOTBEB1

E.R. > Marc Mees  
Illustration de couverture >  
Maurine Larcher  
Design > yellowstudio.be

Réalisé avec le soutien de



## SOMMAIRE

<b>En direct</b> « Décryptage de la crise alimentaire mondiale » et « La sécheresse alimentaire le plaidoyer pour une transition agroécologique ».....	3
<b>On prend la température</b> « Une agriculture moderne grâce aux savoirs locaux et ancestraux ».....	4
<b>Voix du sud</b> « Collecte et livraison de lait frais pour sensibiliser à l'agriculture locale au mali » .....	6
<b>En un clic</b> « Il faut moderniser l'agriculture ! » Quand modernisation rime avec profit .....	8
<b>Grand angle</b> « Les avancées technologiques ne font pas (toujours) l'avenir de l'Éthiopie » et « Valoriser le travail des agricultrices = favoriser la sécurité alimentaire » .....	10
<b>Focus</b> « “ Modernité ”, le mot peut subjuguier ou effrayer » .....	14
<b>Notre regard sur</b> « La minga : pouvoir compter sur la force collective ».....	15
<b>Un pas plus loin</b> .....	16

## Décryptage de la crise alimentaire mondiale



On en parle depuis des mois : les prix des denrées alimentaires ont atteint en 2022 un niveau record sur le marché mondial, entraînant une nouvelle crise alimentaire d'échelle planétaire. En août 2021, sous la pression de la hausse du prix de l'énergie, des impacts du réchauffement climatique et ceux du covid, l'indice des prix dépassait déjà le niveau atteint lors de la crise de 2008. C'est dans ce contexte fragilisé qu'en février 2022, l'invasion de l'Ukraine par la Russie porte le coup fatal. En effet, l'arrêt des exportations de blés ukrainiennes a encore accentué la déstabilisation du marché mondial. En 2021, la FAO a estimé que 826 millions de personnes dans le monde souffraient de sous-alimentation. On pourrait estimer qu'au regard du contexte à ce moment-là, ce chiffre avait de forte chance d'augmenter encore.

Au milieu de ce chaos, il est plus important que jamais de remettre les véritables causes de la faim au centre du viseur : la persistance d'une pauvreté structurelle qui compromet l'accès des populations à l'alimentation et la dépendance des pays les plus précarisés aux importations. Les exportations ukrainiennes ont repris depuis le début du mois d'août. Mais la situation alimentaire mondiale demeurera incertaine tant qu'elle dépendra d'une agriculture toujours plus industrialisée et sur un commerce mondialisé.



## La sécheresse alimente le plaidoyer pour une transition agroécologique

Notons un autre record que le prix du blé en 2022 : les chaleurs. Les mois de juillet et août ont connu en Belgique les températures les plus élevées depuis 1976. La comparaison des images satellites prises en août 2022 avec celles de l'année passée est éloquent.

Additionnée au nombre croissant d'anomalies climatiques, cette nouvelle vague de chaleur impacte notamment la production agricole - tout particulièrement les prairies et les pâturages. Le déclin de la production de fourrage destinée à nourrir les bêtes contraint déjà de nombreux éleveurs à entamer les réserves prévues pour l'hiver.

La sécheresse rappelle la nécessité d'opérer un changement de cap dans la production agricole. Différents principes issus de l'agroécologie apparaissent en effet comme des solutions évidentes pour renforcer la résilience des cultures face aux effets du changement climatique. Il s'agit par exemple de diversifier les cheptels et cultures pour que les espèces ne soient pas toutes soumises au même stress hydrique au même moment ; tout en ciblant des espèces qui puissent être complémentaires. Autre exemple : la plantation d'arbres dans les champs permet de protéger le bétail et les sols de la chaleur. Mais le constat de la plus-value d'un tel modèle nécessite une réelle prise de conscience chez les politiques et les agriculteurs.



# Une agriculture moderne grâce aux savoirs locaux et ancestraux

## L'EXEMPLE DE VIIM BAORE AU BURKINA FASO

Dans les années 70, le Burkina Faso est marqué par une sévère sécheresse transformant le paysage en véritable désert et entraînant de grandes pertes de bétails ainsi que l'émigration de nombreux burkinabés. La mise en place de banques de céréales, suivie par celle du PRGSA (Programme Régional des Greniers de Sécurité Alimentaire), remonte à cette période. La coopérative VIIM BAORE, qui voit le jour en 2015 et qui regroupe plus de 400 greniers de sécurité alimentaire, poursuit le même objectif : approvisionner les villages en céréales afin que les populations puissent y rester malgré la faim.

### ► DÉFIS D'HIER

Dans les années 70, au Burkina Faso pendant la période de sécheresse, les greniers de sécurité alimentaire approvisionnaient les villages en 3 types de céréales, à savoir : le petit mil, le sorgho et le maïs.

Plus tard, la création de la coopérative VIIM BAORE a coïncidé avec un changement majeur : la spécification du type de céréales selon les besoins de chaque village. Depuis 1992, SOS Faim finance les banques de céréales. Et Ensuite, avec VIIM BAORE l'ONG participera à la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Bien que la coopérative continue de bénéficier du soutien financier de SOS Faim, elle nourrit actuellement une vision : une entière autonomie financière.

### ► DÉFIS D'AUJOURD'HUI

VIIM BAORE est située dans la région Nord du Burkina Faso, dans la province de Yatenga. Aujourd'hui, cette région fait face à une production céréalière insuffisante pour répondre aux besoins des ménages. La période de soudure, qui précède



PARTENAIRE



## BURKINA FASO



**Aujourd'hui, la recherche consiste donc à trouver des semences locales adaptées à la pluviométrie.**

la récolte, est marquée typiquement par un épuisement des stocks et une flambée des prix - ce qui met à mal les moyens de subsistance des communautés. Pour répondre à ces périodes difficiles, les greniers de sécurité alimentaire s'assurent de maintenir accessible entre 3000 et 6000 tonnes par an de produits agricoles à un prix raisonnable.

Au fil des années, le plan stratégique de la coopérative a muté pour mieux répondre aux défis de notre temps. C'est ainsi qu'aujourd'hui, tout ce qui peut aider à lutter contre la faim est acheté. Cela inclut des céréales mais aussi des aliments tels que la patate douce et le niébé - pourvu qu'ils répondent aux besoins du village.

Se concentrer sur l'agriculture céréalière ne suffit plus : en effet, les céréales n'apportent que très peu de revenus contrairement au maraîchage, plus intéressant sur le plan financier.

La région Nord est une zone très sèche, marquée par l'appauvrissement des sols et la baisse des rendements agricoles. Dans un contexte de changement climatique, les produits et modes de production doivent changer.

### ■ DÉFIS DE DEMAIN

L'activité de la coopérative se heurte à deux problèmes majeurs : une pluviométrie qui échappe à tout contrôle et le manque de semences améliorées. Aujourd'hui, la recherche consiste donc à trouver des semences locales adaptées à la pluviométrie. À cet effet, VIIM BAORE travaille avec les paysans locaux afin de recenser les variétés de semences utilisées autrefois qui seraient les plus adaptées aux contraintes actuelles : la sécheresse et les maladies.

Là-bas, comme ailleurs, la mondialisation a entraîné le changement des habitudes alimentaires qui ont fait préférer des cultures qui ne sont pas spécialement les plus adaptées aux caractéristiques locales, comme le maïs par exemple, trop gourmand en intrants et en eau pour les sols burkinabés.

*« Aujourd'hui les gens ne consomment plus de mil complet et retirent le son de leurs repas. Avec les publicités, les jeunes préfèrent manger des spaghettis et des macaronis... »*

regrette Amidou Ganamé, directeur général de la coopérative « il faut produire et transformer ici, ainsi il n'y aura pas de faim ». A comprendre « il faut donc produire des céréales adaptées aux réalités territoriales ».

Dans une logique de souveraineté alimentaire, VIIM BAORE a aussi entamé une transformation agricole en produisant du jus de pain de singe, de tamarin, de mangue, des galettes de petit mil, du couscous de maïs rouge ou encore de la pâte d'arachide. Dans la province de Yatenga, les principaux transformateurs sont des femmes. Ces actions ont donc également permis de donner plus de place aux femmes, qui permettent, dans ce cas, de renforcer des chaînes alimentaires durables, et qui sont des actrices importantes de l'économie monétaire de la ville de Ouahigouya.

Depuis 2021, VIIM BAORE accompagne aussi de jeunes producteurs dans la production de niébé agroécologique et de biopesticides locaux « *Le changement climatique c'est nous d'abord, si nous changeons de comportement, nous pourrions lutter contre le changement climatique. La nature subit ce que nous sommes.* » observe Amidou Ganamé.

Des céréales anciennes remises au goût du jour, la transformation agricole, l'agroécologie - un mariage entre savoirs ancestraux et locaux et innovation - ou, encore, l'emploi des femmes et des jeunes : au Burkina Faso, VIIM BAORE nous fait découvrir une agriculture moderne, vertueuse et en phase avec son temps.



**Dieyenaba Faye & Yasmina Boutjadir**  
Volontaire

# COLLECTE ET LIVRAISON DE LAIT FRAIS POUR SENSIBILISER À L'AGRICULTURE LOCALE AU MALI



**Boubou Sangho est le créateur de Boubou Lait, une unité de transformation de consommation du lait frais local au Mali (lait pasteurisé, yaourts, fromages). Il travaille avec des coopératives, et effectue des tests de la qualité, de la pasteurisation et procède à la conception de nouveaux produits.**

## Quel est ce système de livraison aux particuliers et pourquoi l'avoir mis en place ?

La livraison à domicile des particuliers est partie d'un constat : avant, nous livrions uniquement aux supermarchés, mais les clients habitent loin de ces points de vente. Ce sont les clients eux-mêmes qui nous ont demandé de faire des livraisons, pour que ce soit plus pratique et accessible. Les habitudes de consommation ont changé, ils préfèrent la livraison. Nous livrons du lait frais, du lait caillé, des yaourts...

La livraison est organisée par l'équipe, à moto, à tricycle ou à vélo. Bamako est une grande ville, il faut pouvoir se déplacer rapidement dans les embouteillages, ce qui est compliqué en voiture.

## Quelle est votre méthode de livraison et de communication sur vos services ?

On livre à l'heure actuelle 85 clients, nous utilisons les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, LinkedIn, Whatsapp...) ainsi que le bouche à oreille pour nous faire connaître, mais la demande s'intensifie, on travaille sur une application mobile pour faciliter l'expérience client et créer une seule base de données. Le client passera par cette application pour s'inscrire, il n'y aura plus besoin de nous contacter sur les réseaux sociaux ou par téléphone, il faudra simplement s'inscrire sur l'application. Cela sera également plus facile lors des déménagements des clients. Via cette application, le client pourra renseigner ce qu'il souhaite commander, sa localisation ainsi que toutes les informations nécessaires et nous serons directement notifiés de sa commande.

## Quels sont les défis auxquels vous avez dû faire face ?

Le premier défi a été l'ajout de nouveaux clients qui n'habitent pas dans le même secteur, nous avons mis en place un mapping. Bamako est une grande ville divisée en 6 communes ; ce mapping, qui consiste en la mise en place de boîtes (sortes de bureaux délocalisés, d'entrepôts dans les quartiers) dans les communes, nous permet de livrer plus facilement les clients qui habitent dans la même localité. Pour mettre en place ce mapping, nous avons établi des zones où les clients sont les plus nombreux pour créer des zones avec plus ou moins de livraisons. Nous avons donc également dû mettre en place un fichier client, avec le nom et l'adresse des clients pour pouvoir mieux localiser les clients qui sont proches. La hausse du coût du carburant constitue un défi



important, cela a une incidence certaine sur nos activités, il faut aussi prendre en compte les embouteillages interminables qui nous font perdre du temps, il faut à chaque livraison s'organiser et calculer le coût et le temps pour que la commande arrive chez le client.

Un autre défi peut se présenter parfois : il y a une incompréhension, et les clients peu avertis ne savent pas qu'il faut mettre les produits livrés immédiatement au frais, sous peine qu'ils ne puissent plus être consommés. Ces clients demandent qu'on leur envoie une autre livraison des mêmes produits. Les retours-produits nous coûtent cher, car il faut aussi prendre en compte les températures chaudes de Bamako, qui peuvent monter à 45° à l'ombre.

### Pouvez-vous me parler de l'accès aux réseaux sociaux et au digital au Mali ? En quoi cela est un défi et comment le surmontez-vous ?

L'accès à internet est très inégalitaire selon les régions au Mali. La qualité du réseau est assez faible, et internet coûte très cher. On paye pour un service qui n'est pas de grande qualité, et très localisé ; le réseau est plutôt bon à Bamako, mais dès que l'on sort de la ville, c'est très difficile d'accéder à internet. La situation politique et sécuritaire du pays a également un fort impact sur l'accès

au digital, il y a beaucoup de coupures et de restrictions par les autorités.

Pour contrer ces difficultés d'accès à internet, nous avons mis en place par exemple des VPNs pour faire face lors des coupures et des restrictions à Bamako, mais dans les localités où l'accès internet est trop difficile, on est obligés de passer par le téléphone ; par des appels téléphoniques ou par message, qui mettent souvent un peu de temps avant d'arriver à destination.

### Est-ce que ce système de livraison à une vocation de sensibilisation d'un nouveau public ?

Oui, on a développé ce service afin d'être en contact direct avec nos consommateurs, pour pouvoir les informer directement sur nos produits, nous avons choisi de miser sur le local, car c'est l'agroécologie, la nature, l'environnement sont des questions qui nous sont chères. Ce système de livraison nous a permis d'atteindre de nouveaux clients, moins sensibles à ces thématiques.

**Nous les informons sur la qualité, la provenance du lait, nous nous chargeons de présenter les producteurs locaux en question, et de défendre l'économie locale.** La possibilité d'être en contact direct avec le consommateur nous permet plus d'échanges sur ces sujets. Enfin, en consommant local, on prend crédit à réduire le changement climatique.



**Gwendoline Dussart**  
Volontaire



# "Il faut moderniser l'agriculture !"

Quand modernisation rime avec **profit**

## A qui ce modèle profite-t-il :



### Aux multinationales

Chiffre d'affaire de Monsanto : **43,5 milliard** (2019) et détient **75% du marché mondial** avec 5 autres entreprises d'agrochimie (2011).

**10 multinationales se partagent 67 %** du marché des semences.



### Au secteur privé en général

**1%** des grands propriétaires agricoles **détient 65% des terres agricoles** > concentration des richesses.

### A la compétitivité des marchés à l'international

UE = **1<sup>er</sup> exportateur mondial** de produits agricole.

## A qui ce modèle NE profite PAS :



### Aux paysan.ne.s

**50% des paysan.ne.s** souffrent de la faim dans le monde (2017).

### A la société civile

**1 personne sur 10** souffre de la faim dans un monde de surproduction.



### A la biodiversité

**9 espèces végétales sur 6000** assurent 2/3 de la production mondiale (2020).

### Aux écosystèmes

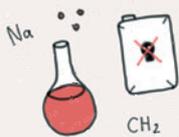
**90% de la surface agricole** est polluée par les pesticides, et donc ostille à la survie animal.





L'idée de **modernité en agriculture** est très associée au modèle productiviste et compétitif possible grâce aux innovations techniques et chimiques. Derrière ce modèle se trouvent **des profits importants** mais aussi **des pertes considérables**.

### Sur quoi se base ce modèle ?



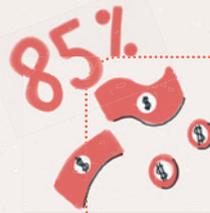
Principalement issu des sciences de l'ingénieur > savoirs rationnels et techniques



Savoirs traditionnels et locaux délaissés et décrédibilisés

**Risques de détachement des réalités de terrain du quotidien = incapacité à répondre aux enjeux réels**

### Un modèle valorisé



Le modèle d'agriculture industrielle attire **85% des investissements** dans la recherche agricole de la fondation Gates.



**Moins de 15%** des financements pour la recherche se consacrent aux modèles agroécologiques

**Un modèle industrialisé surfinancé car générateur de profit**



# Les avancées technologiques ne font pas (toujours) l'avenir de l'Éthiopie



© SOS Faim

L'Éthiopie est un des pays qui possèdent les taux d'insécurité alimentaire le plus élevé au monde. Pourtant, le secteur agricole occupe une place majeure de son économie, avec 32,7 % du PIB (produit intérieur brut) et 85 % des exportations, et fournit 67 % des emplois. Les terres agricoles représentent 33 % du territoire. Cependant, étant donné que le gouvernement se concentre majoritairement sur l'exportation, au détriment de l'agriculture vivrière, le pays se retrouve en proie à une famine dramatique. D'autant plus lorsque le pays se trouve dans des situations de conflits permanents.

En 60 ans, la population a quintuplé dans ce pays situé dans la Corne de l'Afrique, à l'est du continent. Il est désormais le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Or, plus la population augmente, plus des mesures d'expansion des terres agricoles sont adoptées. Et cela entraîne une perte de biodiversité et une érosion des sols cultivables, et à terme, de mauvaises récoltes. La guerre civile qui touche le nord du pays depuis 2019 a également mis près de 40 % de la population de cette région dans une situation de famine extrême et a eu pour conséquence une flambée des prix des denrées alimentaires dans toute l'Éthiopie. Le changement climatique est également en cause. Les paysans ne peuvent désormais plus compter que sur une seule saison de pluie, au lieu de deux par le passé.

Pour répondre à cette problématique, le gouvernement encourage l'utilisation d'intrants chimiques et de semences hybrides pour certaines variétés de céréales comme le blé ou le maïs censées posséder un rendement supérieur. Toutefois, malgré ces mesures dites « modernes », l'insécurité alimentaire persiste. Et ce, justement parce que les agriculteurs

se voient contraints de dépendre de quelques variétés de semences hybrides qui résistent difficilement aux conditions météorologiques incertaines ou aux maladies. Les récoltes ne parviennent alors pas à couvrir les coûts investis dans ces intrants et semences coûteux mais inefficaces, laissant les agriculteurs endettés et incapables d'accéder à la nourriture indispensable à leur subsistance.

**Pour tenter d'endiguer la famine, une dizaine de banques de semences ont vu le jour en Éthiopie ces 50 dernières années. Des milliers de semences sont stockées dans ces lieux et permettent aux agriculteurs de s'entraider en cas de mauvaises récoltes et de reconstituer le patrimoine de semences du pays. Les semences locales y sont privilégiées car les paysans ont constaté que celles-ci sont plus résistantes aux conditions climatiques.**



également sur la reconstitution des zones dégradées par la valorisation de pratiques respectueuses de l'environnement.

C'est par exemple le cas du blé rouge. Cependant, ces initiatives peinent à trouver des sources de financement pour être pérennes, car les investisseurs et organismes de financement ne voient pas les bénéfices sur le long terme de la préservation des semences locales et de leur diversité. Actuellement, les banques de semences se retrouvent coincées dans un cercle vicieux de faibles investissements, revenus, profits et placements.

Face à ces enjeux, MELCA, nouveau partenaire de SOS Faim, combat l'insécurité alimentaire sur tous les fronts. Active déjà depuis 2004 dans le sud-ouest de l'Éthiopie, cette ONG met en place des projets visant entre autres à préserver la biodiversité ou encore à redynamiser les pratiques écologiques traditionnelles des communautés locales. La mission de MELCA est centrée sur la reconstitution d'écosystèmes sains, de communautés résilientes, et l'éducation des jeunes car l'organisation est convaincue que l'agroécologie est la clé pour répondre aux enjeux de la sécurité alimentaire dans les pays en développement.

SOS Faim soutient un des projets de MELCA intitulé « Favoriser la capacité de résilience des petits agriculteurs de Wolmera par la promotion de pratiques agroécologiques et l'accès au marché ». L'objectif de ce projet est de contribuer à la restauration des variétés de semences locales qui ont été abandonnées et à la réhabilitation des connaissances biologiques traditionnelles qui sont liées à ces variétés locales. Le projet se concentre

Par ce projet, MELCA permet actuellement à 600 familles de paysans dans le district de Wolmera de s'engager dans des pratiques agroécologiques (accès à des intrants organiques, vermicompost, etc.), d'utiliser des semences locales plus performantes que les semences industrielles, de partager entre elles leurs bonnes pratiques, de visibiliser leur production agroécologique et de la valoriser afin qu'elle soit concurrentielle sur le marché. Leurs revenus ont ainsi déjà augmenté de 40 % depuis cet accompagnement. Ces projets ont toutefois davantage besoin du soutien financier et de la valorisation de l'État. Il est paradoxal que celui-ci persiste à subventionner les OGM, les pesticides ou encore les machines agricoles « à haut rendement » dans l'optique d'augmenter la productivité à tout prix alors que cette solution continue de se montrer inefficace. On ne peut l'ignorer, en Éthiopie, comme dans de nombreuses régions du monde, l'insécurité ne cesse d'augmenter. 826 millions de personnes souffrent toujours de la faim sur notre planète en 2022. Un chiffre plus élevé encore qu'en 2015, lorsque le Programme Alimentaire Mondial de l'ONU avait fixé l'objectif Faim Zéro pour 2030. Une chose est sûre, l'avenir de l'Éthiopie ne se trouve pas dans les avancées technologiques industrielles et il est primordial que des organisations comme MELCA existent pour montrer en quoi l'agroécologie et la petite agriculture paysanne peuvent être des solutions plus adaptées.

**Amélie Halleux**  
Volontaire





# Valoriser le travail des agricultrices = favoriser la sécurité alimentaire

Et si la modernité passait aussi par la valorisation du travail des agricultrices ? Les femmes jouent un rôle primordial dans la production agricole au niveau mondial. Elles constituent bien souvent un pilier dans les activités agricoles et nourricières. Pourtant, leur travail est souvent invisibilisé. En République Démocratique du Congo, plusieurs projets voient le jour pour mettre en lumière ce travail et l'importance des femmes dans le milieu agricole.

## ► AGRICULTRICE CONGOLAISE : UN PILIER VULNÉRABLE

Labour, semis, entretien des cultures, récolte, commercialisation,... Le travail des agricultrices congolaises est crucial pour le développement socio-économique du pays, pour le développement de leur ménage mais aussi pour l'économie locale. Ces agricultrices travaillent principalement





dans les cultures vivrières, pour assurer les besoins alimentaires de leurs familles et de la population locale : ce sont elles qui produisent 80% des aliments consommés dans le pays.

Les agricultrices sont confrontées à divers problèmes : un manque de moyens financiers pour se procurer des semences et outils de bonne qualité, un accès difficile aux terres (qui appartiennent très souvent aux hommes), ou encore une insécurité permanente et une violence systémique qui s'applique envers elles.

Souvent, en milieu rural, les coutumes continuent à dicter les règles. Le statut de femme agricultrice n'est pas reconnu, les inégalités dans la répartition des tâches agricoles prospèrent. Les agricultrices congolaises font face à des contraintes liées au genre qui limitent leur capacité à accéder aux informations et aux opportunités agricoles. Face à cela, des lois ont été mises en place. Toutefois, elles ne suffisent pas à améliorer cette situation.

## UN VENT NOUVEAU POUR BALAYER LES INÉGALITÉS

Des initiatives pour faire reconnaître et valoriser le travail des agricultrices en RDC et dans d'autres pays existent. Ces actions s'élèvent directement des milieux ruraux pour apporter une nouvelle dynamique, un changement radical pour le rôle et le statut de l'agricultrice.

La CONAPAC (Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo) a construit une politique « genre » et mis en place des principes d'équité pour contribuer à l'égalité hommes-femmes au sein du mouvement paysan. Ce mouvement paysan demande ainsi à ses membres de mettre

une série d'éléments en application : garantir la participation équitable des hommes et des femmes dans la direction des exploitations agricoles, garantir un accès égal aux bénéfices des exploitations, garantir un accès équitable à la terre, aux infrastructures, aux semences, aux machines agricoles, etc. La CONAPAC soutient aussi les organisations de femmes agricultrices et les aide à se structurer.

De son côté, l'ANPC (Académie Nationale Paysanne Congolaise) vise également l'émancipation des agricultrices. L'ANPC soutient les femmes et les mène vers une professionnalisation de leur travail. Victorine Nzyavake Vasianirya, directrice de l'ANPC et agricultrice, explique : « Nous proposons des formations pour que les femmes puissent se professionnaliser dans diverses filières agricoles et nous leur apprenons également comment tenir les comptes de leur exploitation. ». L'ANPC travaille en ce sens pour la diminution des discriminations et des inégalités liées au genre dans le secteur agricole.

Par endroits, certaines femmes se liguent et se réunissent pour partager leurs savoirs, leurs expériences et bonnes pratiques. Ensemble, elles font aussi du lobbying pour défendre leur cause. L'ANPC soutient ces réseaux et organisations d'agricultrices. « Nous les encourageons à adhérer aux coopératives agricoles locales et nous les aidons à créer leurs propres entreprises, qui constituent une alternative face au secteur agricole traditionnel qui ne les soutient pas. ».

Ces mouvements paysans sont également essentiels pour faire entendre les voix et messages des agricultrices auprès des instances politiques et tenter de faire évoluer les choses au niveau national.

## UN TRAVAIL À VALORISER À TOUT PRIX

Ces initiatives constituent une voie vers l'autonomisation des agricultrices, qui s'avère nécessaire au niveau local, national et mondial. Il est impératif que les femmes paysannes puissent obtenir davantage de moyens de production (crédits, infrastructures, terres, etc.), accroître leur revenu, être plus autonomes et obtenir de meilleures conditions de travail et de vie. De cette manière, leur apport au développement socio-économique du pays n'en sera que plus fort, et elles pourront contribuer efficacement à la sécurité et la souveraineté alimentaire en République Démocratique du Congo.

Ophélie Michelet  
Volontaire





## BURKINA FASO



# « MODERNITÉ », LE MOT PEUT SUBJUGUER OU EFFRAYER

© SOS Faim

**Faut-il succomber aux diktats de la productivité et de la rentabilité à tout prix ? Quitte à laisser terres et hommes par terre, ou à côté de leurs terres, hors d'usage, sans plus de valeur. Une science, une technique ayant toujours plus raison qu'une autre, croyant détenir une solution, sinon LA solution. Il semblerait plutôt que, face à ces enjeux humains, climatiques et économiques, la véritable modernité soit couplée à un autre mot important, l'adaptation.**

### Prenons l'exemple de la kassine.

Cet appareil est un outil polyvalent et standard. Il s'agit d'un petit tracteur mais sans essence, une espèce de porte-outils destiné à plusieurs fins. La kassine peut aussi bien être tractée par un bœuf que par un âne. C'est l'agriculteur français, Jean-Nolle, qui en eut l'idée, ayant déjà conçu plusieurs machines à traction animale. Avec l'association Prommata (Promotion du machinisme moderne à traction animale), située en Ariège, l'utilisation de l'outil se développa en France puis dans d'autres pays du Sud. Notamment au Burkina Faso où un certain nombre de partenaires de SOS Faim l'utilisent au quotidien. L'idée étant que, si les

technologies sont transférables, elles doivent s'adapter aux contraintes sociales et culturelles de la région concernée. En effet, il est important que l'agriculteur ne soit lié à aucune technologie trop sophistiquée, chimique et génétique. Cela pourrait engendrer de fortes dépendances vis-à-vis d'un système agro-industriel qui n'est même pas forcément adapté à ses besoins. Cet outil permet aussi de représenter un mode de production qui passe outre un productivisme forcené, pouvant entraîner à terme la destruction des sols, ainsi que l'empoisonnement des eaux, et une perte de biodiversité. Non seulement cette adaptation "low-tech" écarte la pollution, mais encore, elle fait en sorte que la traction animale économise la force et l'énergie humaine, agrandit et diversifie également les surfaces cultivées, principalement au sud, en zone rurale où se pratique l'agriculture familiale.

De plus, cette machine permet d'outiller l'homme de telle manière que celui-ci poursuive son travail au lieu de s'en trouver écarté ou remplacé, ce qui peut conduire à des phénomènes d'exode rural, de hausse du chômage et, donc, à la paupérisation à terme des campagnes. L'idéal étant que les agriculteurs puissent avoir une gestion autonome de leurs moyens de travail et que ceux-ci correspondent au modèle d'agriculture équitable qu'ils veulent défendre.

**Agron Cupishti**  
Volontaire





## La minga : pouvoir compter sur la force collective

En Amérique andine, la *minga*, *minka* ou encore l'*ayni*, est une pratique traditionnelle collective de travail dans un esprit d'entraide et de solidarité. Elle peut aussi bien concerner une activité dont bénéficie directement la communauté dans son ensemble (repeindre l'école ou améliorer le chemin, en particulier lorsque l'état est déficient), que pour un membre à des fins privées, par exemple pour des travaux agricoles ou la construction d'une maison. Cette tradition est encore très pratiquée en particulier dans les zones rurales au sein des populations Quechuas et Aymaras, présentes principalement au Pérou, Equateur et Bolivie. Elle se réfère aux notions de réciprocité et d'interdépendance sur lesquelles se basent les relations aux autres, mais aussi avec la nature et le monde spirituel, selon la philosophie andine de la *Cosmovision*.

Modernité, vous avez dit ? A priori, on en est loin.

En un demi-siècle, ces pays ont atteint un taux d'urbanisation supérieur à 75% dans certains cas. Cela a permis l'émergence d'une classe moyenne plutôt aisée et l'entrée dans l'ère de la « modernité ». On pourrait ainsi imaginer que cette tradition de la *minga* devienne dépassée et progressivement abandonnée au profit d'un modèle plus individualiste, fondé sur l'économie de marché.

Et pourtant, dans ces contextes très durement touchés par la pandémie de Covid avec des mesures de confinement strictes, cette pratique a encore révélé son importance. En Equateur, des femmes nous ont témoigné à quel point le groupe local auto-géré de micro-crédit auquel elles appartiennent a été crucial dans les moments de grande vulnérabilité économiques et sociale. Cela pour couvrir des dépenses de santé immédiates ou relancer une activité par exemple. Ces groupes fonctionnent sur l'entraide et la confiance, en prêtant tour à tour à ses membres à partir d'un fond constitué collectivement par l'apport financier régulier de chacun et la capitalisation des intérêts des crédits. SOS Faim n'a apporté, dans ce cas, qu'un coup de pouce supplémentaire à une dynamique communautaire déjà engagée.



En contexte urbain aussi, dans la mégapole de Lima (plus de 10 millions d'habitants), les *ollas* communes (« marmites communes ») ont permis, dans les zones les plus pauvres, de pallier la situation critique d'insécurité alimentaire provoquée par la pandémie.

**Dans cette pratique qui n'est pas nouvelle mais qui se réactive en contexte de crise, plusieurs familles d'un même quartier rassemblent les ingrédients d'un repas élaboré et partagé collectivement.**

Ces *marmites communes* sont devenues des organisations sociales communautaires avec un fonctionnement auto-géré bien établi et constitué en réseau. Elles constituent l'alimentation quotidienne d'environ 250.000 personnes à Lima.

Enfin, la *minga* peut aussi s'appliquer à des revendications politiques, comme en Colombie où le mouvement « *Minga pour la vie* » a rassemblé depuis 2008, sous ces principes, des milliers d'indigènes du pays lors de plusieurs marches pour revendiquer leurs droits, en particulier en faveur de la défense de leur territoire ; marches qui ont été malheureusement très violemment réprimées.

**Claire Stoeckel**

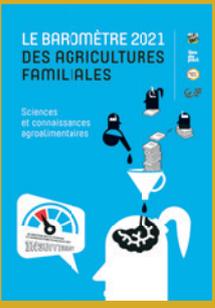
Responsable des partenariats  
au Pérou et en Bolivie





## La neutralité de la science

UNE EXPRESSION



La science qui recherche la « vérité » en se basant principalement sur l'observation du monde tel qu'il est - et non tel qu'on le projetterait - serait dénuée de valeurs et jugements. Toutefois, les décideurs politiques ou encore les industriels peuvent s'en emparer afin de servir des intérêts particuliers. Ainsi,

on peut tout à fait discuter la « science neutre idéale » ; l'humain étant fait de croyances et de connaissances propres à lui, les valeurs ne sont jamais très loin. Cela pouvant créer en réalité des « facettes » de vérité plus qu'une seule et unique Vérité.



## Le festival Alimenterre revient du 13 au 17 septembre prochain !

UNE ACTION



Venez découvrir une sélection de documentaires qui mettent en avant les désordres de nos systèmes agricoles et alimentaires, mais aussi, et surtout les alternatives pour y répondre à travers le monde. Découvrez les dates et horaires des différentes projections à Bruxelles et dans d'autres villes wallonnes.



## Le rapport d'IPES-Food : Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable

UNE LECTURE



Ce rapport rédigé par le panel d'experts d'IPES-Food permet d'imaginer deux principaux scénarios pour penser l'agriculture dans vingt ans. Un scénario où on ne change rien, ou l'on maintient les modèles majoritaires d'agriculture industrielle, et un autre où l'on imagine de réelles aspirations pour l'agriculture durable portées par la société civile, les organisations, des syndicats... qui pourraient travailler directement avec les gouvernements.



Rue aux Laines 4  
1000 Bruxelles

[www.sosfaim.be](http://www.sosfaim.be)